

# **Contre Attaque Guerre sociale ...**

## **BUDGET 2027 : LA GUERRE SOCIALE TOTALE**

Le peuple souffre. Des millions de personnes sacrifient des repas pour pouvoir payer le carburant hors de prix qui leur sert à aller trimer dans des boulots de merde sous-payés. Les loyers et les taxes sont de plus en plus étouffants pour des services publics dévastés. Les files d'attente pour les repas à 1 euros dans les facs sont interminables, et les associations d'aide alimentaires sont prises d'assaut. Mais tant que les palais du pouvoir ne brûlent pas, le clan au gouvernement pense qu'il peut aller toujours plus loin, toujours plus violemment. Le projet de budget pour 2027 en est l'exemple : c'est une annonce de guerre sociale de la part d'un gouvernement sans majorité.

Le Premier ministre Lecornu, qui n'a ni mandat ni la moindre légitimité, vient de le promettre : «Pour l'État, le budget 2027 sera le plus rigoureux depuis très longtemps». Un plan de rigueur XXL en pleine crise sociale. En tout, les dépenses publiques seront amputées d'environ 54 milliards d'euros, des coupes quasiment deux fois plus drastiques que les précédentes annonces, déjà désastreuses, qui évaluaient les réductions à 30 milliards d'euros. Et devinez qui va devoir payer l'addition ? Les pauvres.

Ce sont les aides sociales, qui permettent aux classes populaires de survivre, qui sont sabrées sans aucun scrupule. Par exemple, les macronistes veulent retirer 600 millions d'euros dans les allocations de rentrée scolaire, alors qu'elles permettent aux écoliers d'avoir du matériel décent à l'école et d'aider les familles.

Autre mesure scandaleuse : le gel des APL, les aides personnelles au logement, qui permettent à des millions de personnes modestes d'avoir un toit sur la tête. Le ministre du Logement ose : «On demande un petit effort à tout le monde». Tout le monde, sauf les héritiers, les milliardaires, les boomers avec des grosses retraites, les multi-

propriétaires... Ce «gel» est en réalité une baisse : geler une somme pendant une période d'inflation revient, en pratique, à la réduire. Quand votre loyer augmente, si les APL stagnent, c'est vous qui payez plus. Et le pire, c'est que cette mesure ne permettrait au gouvernement de ne gratter «que» 150 millions d'euros, autrement dit rien en comparaison du budget de l'État. Une minuscule taxe sur les profits rapporterait 10 fois plus. C'est une mesure idéologique.

Nos dirigeants vont aussi couper dans le secteur de l'environnement, après la saison apocalyptique que nous venons de vivre. Incroyable mais vrai, malgré l'été le plus chaud jamais enregistré, les sécheresses et les mégafeux, les macronistes veulent tailler plus de 30% du budget de l'Agence de la transition écologique, soit 300 millions d'euros. Le syndicat du SNE-FSU s'alarme des futures suppressions de poste dans cette agence, ainsi qu'à l'Office français de la biodiversité, dans les parcs nationaux et les agences de l'eau. C'est absolument gravissime : ce sont justement les secteurs qui devraient recevoir des sommes records pour tenter de sauver ce qui peut l'être. Les syndicats soulignent que ces baisses ont lieu depuis des années, rendant quasiment impossible de remplir leurs missions.

Sébastien Lecornu veut s'assurer du soutien de l'extrême droite, et va donc aussi s'en prendre aux immigré·es. Le 17 septembre Jordan Bardella réclamait des coupes dans «les prestations sociales versées aux étrangers» comme condition du vote du RN en faveur du budget. Le même soir, le Premier ministre annonçait dans le Figaro que «les étrangers ne pourront plus toucher les aides qui ne dépendent pas du travail», une mesure de «bon sens» selon lui. Du macro-lepénisme dans le texte.

En dehors des policiers, les fonctionnaires aussi sont étranglés : le point d'indice qui sert à augmenter le salaire des agents publics sera gelé en 2027. Là encore, ce sont des baisses de salaires de fait, puisque les prix explosent.

Rappelons que les enseignants français sont déjà parmi les plus mal payés d'Europe, et les débutants sont quasiment au SMIC. Le gel du point d'indice est maintenu depuis 2023, et en moins de 10 ans, les fonctionnaires ont déjà perdu plus de 16% de pouvoir d'achat. C'est une prolétarianisation de masse du statut des travailleurs publics.

Vous en voulez encore ? Le gouvernement veut aussi taper dans les arrêts maladie, pour rogner 2 milliards sur les travailleurs et travailleuses qui ne peuvent plus exercer en cas de maladie ou d'accident. Le ministre du Travail annonce «des discussions avec les partenaires sociaux» qui, s'ils avaient encore un peu d'honneur, lui claqueraient la porte dans la gueule. Le président du Medef est content : pour lui, le non-remboursement des arrêts-maladie de courte durée aurait un «effet comportemental». Traduction : des milliers de personnes vont aller travailler dans des états épouvantables pour éviter de perdre du salaire, mettant encore plus en danger leur santé et celle de leurs collègues. Édouard Philippe avait déjà parlé d'arrêter «l'open bar» des arrêts maladies. Il mériterait de terminer sa carrière sur des chantiers à transporter des sacs de ciment.

Le meilleur pour la fin : 6,4 milliards. Cette fois-ci, ce n'est pas une coupe, mais une augmentation : 6,4 milliards de plus pour l'armée, le seul secteur dont les moyens augmentent massivement. Les écoles qui ferment et les réductions dans les aides sociales, c'est pour acheter des canons et des rafales. L'an dernier, l'armée avait déjà reçu 6,7 milliards d'euros supplémentaires, soit en deux ans, 13 milliards d'euros de bonus par rapport à 2025. Une somme astronomique.

Ce plan d'austérité militariste est-il une pure provocation ? Les macronistes pensent-ils, comme souvent, que ça va passer ? S'agit-il de préparer une nouvelle dissolution de l'Assemblée tellement ces annonces sont honteuses ? La réponse dans les semaines qui viennent.